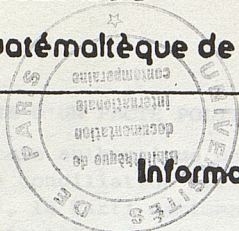


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

5° année / N° 224

du 12 au 18 juin 1987

POLITIQUE

Suspension du sommet des présidents centraméricains

Habib rend visite à Cerezo

Des dirigeants de l'opposition nicaraguayenne rencontreront Cerezo

Des fumigations chaque fois plus dangereuses

Le PSD : Les pauvres sont les plus touchés

On demande une enquête sur les revenus du père du président

L'Espagne apportera son soutien à la police guatémaltèque

Signature d'un pacte politique

ECONOMIE

Les défaillances de l'administration démocrate-chrétienne

Des emprunts inutilisés

INSURRECTION

L'URNG dénonce les bombardements et propose une trêve durant le sommet

MOUVEMENT POPULAIRE

La grève générale pourrait s'étendre

Reagan accusé de l'échec du sommet centraméricain

Un appel pour le respect de l'organisation syndicale

Des syndicalistes menacés

Corruption de l'organisation judiciaire

Les enseignants s'éloignent du gouvernement

Le CUC dénonce les bombardements indiscriminés

DROITS DE L'HOMME

Quatre hommes assassinés

Deux hommes disparaissent

Un enfant de deux ans assassiné

Election du procureur des droits de l'homme

4°P. 12315

SIGNATURE D'UN PACTE POLITIQUE

La Centrale authentique nationaliste (extrême-droite), le Parti démocrate de conciliation nationale (droite), le Parti révolutionnaire (droite), le Parti national rénovateur (droite), l'Union nationale organisée (extrême-droite), ont signé le 11 juin dans un hôtel de la capitale un document politique "pour garantir la démocratie".

Le président Cerezo et des hauts fonctionnaires du gouvernement assistaient à la cérémonie. Les autres partis de l'ultra-droite et les secteurs syndicaux n'étaient pas présents, bien qu'invités.

ECONOMIE

LES DEFAILLANCES DE L'ADMINISTRATION DEMOCRATE-CHRETIENNE

Le 15 juin, Aquiles Faillace, dirigeant politique et ex-député de la Constituante, a déclaré que l'émission de bons du Trésor public, lancée il y a quelques semaines par le président Vinicio Cerezo démontre le déficit des finances publiques et la déficience de l'administration démocrate-chrétienne.

Selon Faillace, l'émission de ces bons a pour but de retarder l'émergence d'un problème de grande dimension, le règlement des dettes interne et externe, particulièrement la dette liée à la centrale hydro-électrique de Chixoy.

La semaine dernière, des commerçants et des industriels ont indiqué que des ordres de paiement avaient été gelés, sans que le ministère des Finances explique ce fait.

DES EMPRUNTS INUTILISES

On a appris le 16 juin par Hector Luna Troccoli, membre de la Commission des finances du Congrès de la République, que le gouvernement guatémaltèque n'avait pas utilisé un prêt de 634,6 millions de dollars, octroyé il y a quelques mois par la Banque interaméricaine de développement (BID) ; l'amortissement de ce prêt coûtera chaque année plusieurs centaines de milliers de dollars. Troccoli estime que, compte tenu du fait que la BID perçoit une commission d'environ 1,25% par an des versements non effectués, le gouvernement devra déboursier 750 mille dollars par an.

INSURRECTION

L'URNG DENONCE LES BOMBARDEMENTS ET PROPOSE UNE TREVE DURANT LE SOMMET

Le 15 juin, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a dénoncé les bombardements indiscriminés et le renforcement des troupes effectués par l'armée gouvernementale dans la municipalité de Ixcán, dans le département du Quiché (nord-ouest du pays).

Quatre avions A37B, deux PC Pilatus et deux hélicoptères ont lancé au total plus de 35 bombes de 500 kg en quatre heures les 11 et 12 juin. D'autre part, au cours de l'émission de radio des insurgés "Voz popular", le commandement général de l'URNG a fait savoir le 12 juin qu'une trêve serait observée en ce qui concerne les actions offensives, durant le sommet des présidents centraméricains qui doit avoir lieu au Guatemala.

Au cours du même programme radiophonique, l'URNG a fait savoir que le rapatriement des réfugiés est pris en charge par l'armée guatémaltèque, et coordonné par l'actuel vice-ministre de la Défense, le colonel Arturo de la Cruz Gelpke. Le colonel Gelpke est accusé de la responsabilité de la tuerie de plus de 150 paysans Kekchies à Panzos, en mai 1978, et de la répression menée contre la population du département de Alta Verapaz (nord) lorsqu'il commandait la zone militaire.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA GREVE GENERALE POURRAIT REPREDRE

Le 10 juin, l'Union nationale syndicale et professionnelle (UNSG) a envisagé la possibilité d'une reprise de la grève générale des employés du secteur public en raison de l'intransigeance du gouvernement dans les négociations salariales. La grève aurait lieu lors du sommet des présidents centraméricains.

Le 14 juin, dans un communiqué, l'UNSG affirmait que l'objectif de la lutte est de consolider le syndicalisme "la seule force véritable des travailleurs, afin que le gouvernement comprenne la nécessité d'améliorer les salaires et les prestations". L'UNSG a confirmé sa décision de reprendre la grève générale.

REAGAN ACCUSE DE L'ECHEC DU SOMMET CENTRAMERICAIN

Dans un communiqué du 16 juin, le Syndicat des travailleurs de l'éducation du Guatemala (STEG) accuse le président Reagan d'être le vrai coupable de l'annulation et du report sine die de la réunion des présidents des pays centraméricains. L'analyse du plan de paix Arias pour la région était prévue. "Il ne fait aucun doute que la présence de Philip Habib, ambassadeur itinérant des Etats-Unis, a constitué un facteur déterminant pour que le président du Salvador, Napoleon Duarte demande l'annulation du sommet".

UN APPEL POUR LE RESPECT DE L'ORGANISATION SYNDICALE

Le 15 juin, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA) a lancé un appel pour que soit respecté le libre exercice de l'organisation syndicale au Guatemala. La UITA dénonce les pressions commises contre les travailleurs de trois entreprises de production et de distribution de gaz propane.

Dans un dépliant publié dans la presse, la UITA demande l'intervention

POLITIQUE

SUSPENSION DU SOMMET DES PRESIDENTS CENTRAMERICAINS

Aussitôt après la visite de Philip Habib, ambassadeur itinérant des Etats-Unis à quatre pays centraméricains, le président salvadorien José Napoleon Duarte a demandé le 12 juin la suspension provisoire du sommet des présidents. Cette réunion, connue comme "Esquipulas II", qui devait avoir lieu les 25 et 26 juin, serait remplacée par une rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays intéressés dans le but de préparer un document de base commun.

Le 14 juin, le président Cerezo a fait savoir qu'il rendrait visite à son homologue hondurien, José Azcona, afin de sauver le sommet prévu ; Mario Quinonez, ministre des Affaires étrangères s'est rendu au Salvador ; le lendemain, Julio Martini, vice-ministre guatémaltèque des Affaires étrangères a affirmé que ces entrevues n'avaient pas pour but d'insister sur le maintien des dates initialement prévues.

Dans l'après-midi du 16 juin, les présidents Azcona et Cerezo ont rendu publique une proposition commune. Ils proposent que le sommet ait lieu les 6 et 7 août dans la capitale du Guatemala et qu'il soit précédé de trois réunions préparatoires des ministres des Affaires étrangères au Honduras, au Salvador et au Nicaragua. afin de travailler sur le plan Arias de pacification de la région.

HABIB REND VISITE A CEREZO

Le 11 juin, Philip Habib, ambassadeur itinérant des Etats-Unis en Amérique centrale, a rendu visite au président Cerezo ; ils se sont entretenus des divers aspects de la problématique régionale durant 90 minutes.

Habib venait du Costa Rica et du Salvador et se rendait au Honduras. Cette visite constitue sa 7^e tournée dans la région.

DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION NICARAGUAYENNE RENCONTRERONT CEREZO

Des sources de l'opposition nicaraguayenne ont annoncé à Managua le 15 juin le prochain voyage de leurs représentants au Guatemala, pour s'entretenir avec le président Vinicio Cerezo.

La délégation sera composée des représentants des 7 partis politiques de l'opposition. Dans le courant du premier trimestre de cette année, ces partis ont remis au gouvernement sandiniste 9 propositions portant notamment sur une amnistie politique, de nouvelles élections, un cessez-le-feu, ainsi que sur la manière de faire face à l'agression nord-américaine au Nicaragua.

DES FUMIGATIONS CHAQUE FOIS PLUS DANGEREUSES

Trois avions nord-américains ont lâché des gaz le 13 juin sur des plantations et des cultures dans les villages frontaliers du département de San Marcos, à Niquivil, Chichun, Hierbasanta, Sajquin, Chequin Xulu, La Vega del Volcan, Toquin, Toqui, Toquian Chiquito, Toquian Grande, Tuicase, Las Nubes et Las Tablas.

D'autre part, l'Association régionale des caféiers de Colomba (ARECCO) de la municipalité de Colomba Costa Cuca, San Marcos, a dénoncé le 10 juin la fumigation, exécutée depuis le 30 mai dernier sur les instances du ministère de l'Agriculture, de la zone agricole du sud-ouest du Guatemala, dans le but de combattre un insecte, la "mosca del Mediterraneo".

Les caféiers signalent que l'herbicide utilisé a détruit des centaines de ruches et d'apiaries et mis en danger l'équilibre écologique de la région ; des centaines de paysans souffrent d'allergies, d'irritations de la peau, de problèmes respiratoires, de nausées, de vomissements et de diarrhée.

LE PSD : LES PAUVRES SONT LES PLUS TOUCHES

Dans un communiqué diffusé le 11 juin, le secteur professionnel et technique du Parti socialiste démocratique (PSD) relève que, au cours des 16 mois de gouvernement démocrate-chrétien, les pauvres et la classe laborieuse ont été victimes du pire des châtiments économique et social, par le biais d'une augmentation incontrôlable du coût de la vie et de la perte du pouvoir d'achat.

Le communiqué souligne également que, alors que la société guatémaltèque continue à être militarisée et sous le contrôle d'escadrons de la mort ainsi que de groupes paramilitaires servant de gardes du corps aux hauts fonctionnaires, entrepreneurs et hommes politiques, la violence et la délinquance n'ont pas diminué.

ON DEMANDE UNE ENQUETE SUR LES REVENUS DU PERE DU PRESIDENT

Des avocats membres de l'association "Justice et Droit" (JUDE), d'origine non gouvernementale, ont demandé le 10 juin, l'ouverture d'une enquête sur le montant des revenus mensuels du père du président du Guatemala, Vinicio Cerezo. Marco Vinicio Cerezo Sierra est l'actuel directeur du registre général de la propriété immobilière. Selon JUDE, il percevrait entre 30 et 40 mille quetzales (environ 150 mille dollars) par an, soit beaucoup plus que le salaire prévu pour ce poste.

L'ESPAGNE APPORTERA SON SOUTIEN A LA POLICE GUATEMALTEQUE

Le 12 juin, Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur du Guatemala, a fait savoir que l'Espagne fournirait 75 motocyclettes, 110 véhicules de patrouilles et 5 mille révolvers à la police guatémaltèque. Le ministre doit se rendre prochainement à Madrid pour signer un accord de coopération.

25 officiers de la police guatémaltèque effectueront un stage de formation de 8 mois en Espagne, et seront ensuite instructeurs à l'Ecole technique de la police nationale. Cette école a été fermée pour une durée indéterminée au mois de juin ; elle doit être réouverte et restructurée ; elle bénéficiera en outre de programmes d'assistance provenant de France, d'Allemagne fédérale, d'Espagne et du Venezuela.

de Catalina Soberanis, ministre du Travail, afin de garantir le respect de la libre organisation des travailleurs. Un appel à la solidarité a été lancé aux autres organisations syndicales.

DES SYNDICALISTES MENACES

Manuel Escobar y Escobar, travaillant à la Direction générale des routes du ministère des Communications et des Travaux publics, a été tué par balles dans un quartier du centre de la capitale le 11 juin ; un groupe d'hommes lui a tiré dessus depuis une automobile. D'autre part, Juan Castillo, secrétaire du syndicat des travailleurs du ministère du Travail et des Affaires sociales, et Manuel Meneses, de l'Union nationale syndicale et professionnelle, ont dénoncé les innombrables menaces de mort dont ils ont été victimes ces derniers jours. Ils en rendent responsables le gouvernement et les forces de l'ordre.

CORRUPTION DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

Le syndicat des travailleurs de l'organisation judiciaire (STOJ) a dénoncé le 16 juin le fait que de nombreux actes de corruption ont été commis par des éléments affiliés au gouvernement démocrate-chrétien, ainsi que l'existence d'une politique orientée vers la neutralisation du syndicat.

La corruption concernerait des employés percevant un double salaire, des fonctionnaires recevant des primes professionnelles sans y avoir droit, des groupes de la démocratie-chrétienne faisant obstacle à l'administration de la justice, et des travailleurs recevant des bons d'essence en nombre excessif.

LES ENSEIGNANTS S'ELOIGNENT DU GOUVERNEMENT

L'Association nationale des enseignants du secondaire (ANEEM), a renouvelé le 13 juin son appel "à boycotter les cérémonies officielles prévues pour le jour du professeur" le 15 juin. Il s'agit d'une "protestation digne contre les violations de la loi à l'égard des mentors au sein de la République".

Selon son dirigeant, Melvin Pineda, l'ANEEM organisera plusieurs actions de protestation à partir du 15, comme le port du deuil par les enseignants en raison de la violation des droits de l'homme par le gouvernement, notamment à l'égard du corps enseignant du pays.

LE CUC DENONCE LES BOMBARDEMENTS INDISCRIMINES

Dans un communiqué diffusé le 16 juin, le Comité pour l'unité paysanne (CUC) dénonce l'offensive menée par l'armée guatémaltèque contre les peuples indigènes et paysans des départements du Quiché et du Huehuetenango. Des troupes en provenance de la capitale ont été mobilisées et opèrent en plusieurs points de la forêt de Ixcán et de la sierra de los Cuchumatanes.

Le Comité exprime également sa préoccupation au sujet de la pratique des fumigations au moyen d'avions nord-américains ; l'utilisation d'herbicides détruit la végétation, empoisonne les eaux, intoxique les humains et tue les animaux domestiques et sauvages.

DROITS DE L'HOMME

QUATRE HOMMES ASSASSINES

Selon des informations judiciaires connues le 12 juin, quatre adultes, dont deux personnes non identifiées, ont été assassinés à peu de temps d'intervalle dans différentes régions du pays. Ils avaient tous été torturés et tués par balle.

Bartolo Contreras Calderon et Ricardo Vasquez Santizo ont été assassinés dans les départements de Suchitepequez et de San Marcos ; les deux autres corps ont été découverts dans le département de Escuintla et dans la capitale.

DEUX HOMMES DISPARAISSENT

Le 10 juin, la famille de Hector Jimenez, 21 ans, a dénoncé sa disparition. Il a quitté son domicile, dans le lotissement Castillo Lara de la capitale, pour se rendre au tribunal afin de résoudre des questions relatives à ses antécédents pénaux. Il n'est jamais revenu.

Le 9 juin, la famille de Mauro de Jesus Ordonez Gonzales, 28 ans, a dénoncé sa disparition. Il s'était rendu le 27 mai dernier à la ville de Chichicastenago pour y chercher du travail.

UN ENFANT DE DEUX ANS ASSASSINE

Selon une information du 10 juin, la petite Maria Cristina Tiul, 2 ans, a été trouvée morte dans la forêt à plusieurs kilomètres du village El Triunfo, dans la municipalité de Poptun, dans le département du Peten.

L'enfant avait disparu alors qu'elle jouait devant la maison de ses parents ; son cadavre a été découvert à 5 km.

ELECTION DU PROCUREUR DES DROITS DE L'HOMME

Le 11 juin, le député Jorge Luis Archila Amezcuita, qui conduit la commission des droits de l'homme au Parlement, a annoncé que le procureur des droits de l'homme devra être élu par le Congrès le 1er juillet ; le délai prévu par la loi en vigueur expire à cette date. Parmi les candidats à l'élection, on remarque : Francisco Villagran Kramer, ex-vice président de la République ; Oliverio Garcia Rodas, membre de la commission citée ci-dessus ; le chercheur en sciences sociales Mario Monteforte Toled ; Carlos Garcia Baue, ex-député ; Gonzalo Menedez de la Riv, éditeur ainsi que Wilfredo Valenzuela, Ana Maria Vargas, Carolina Peralta et Mynor Pinto Acevedo.